



✓



Distr.
LIMITÉE

69807

E/ECA/OAU/TRADE/33
20 mars 1987

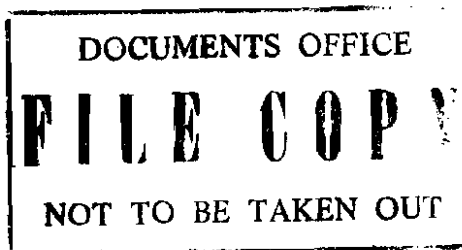
NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

FRANCAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE

Conférence des ministres africains du
commerce
Neuvième session

Addis Abéba, 19-20 mars 1987



RAPPORT DE LA CONFERENCE DES MINISTRES AFRICAINS DU COMMERCE

I. INTRODUCTION

1. La neuvième session de la Conférence des ministres africains du commerce s'est tenue à Addis-Abéba (Ethiopie) les 19 et 20 mars 1987. Elle a été ouverte par le Camarade Wollie Chekol, membre du Comité central du Parti des travailleurs de l'Ethiopie et ministre des finances. Des allocutions ont également été prononcées par le Secrétaire exécutif de la CEA et le Secrétaire général adjoint de l'OUA. La réunion a été précédée d'une réunion préparatoire du Groupe intergouvernemental d'experts du commerce, qui s'est tenue à Addis-Abéba du 12 au 15 mars 1987. Le représentant de la République populaire du Congo, qui était Président de la huitième session de la Conférence, a présidé la cérémonie d'ouverture.

II. PARTICIPATION

2. Ont participé à la réunion les représentants des pays suivants: Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Equatoriale, Jamahiriya Arabe Libyenne, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République Arabe Saharaouie Démocratique, République Unies de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tchad, Togo, Tunisie, Zaïre, Zambie et Zimbabwe.

3. Les organisations ci-après étaient représentées en qualité d'observateurs Groupe des Etats d'Afrique, des caraïbes et du Pacifique (ACP) Accord Général sur les tarifs douaniers et le commerce. Association des organisations africaines de promotion commerciale (AOAPC), CNUCED, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Centre du Commerce International (CCI), Secrétariat du Commonwealth, Ligue des Etats arabes, Association internationale des organismes de commerce d'Etat, Centre africain d'études monétaires.

III. ELECTION DU BUREAU

4. Les pays suivants ont été élus membres du bureau de la réunion:

Président: Sierra Leone

Vice-Présidents: Tunisie

Zaïre

Ouganda

Rapporteur: Zambie

5. En prenant ses fonctions, le Président de la réunion son excellence Mr. Joseph Amra Bangah Ministre du commerce et de l'industrie de Sierra Leone, a remercié le bureau sortant pour le travail accompli depuis la huitième session de la Conférence. Il a également remercié les participants pour la confiance et l'honneur accordés à son pays et les assurés du dévouement de son bureau dans l'exercice de ses responsabilités. Il a ensuite souligné l'importance des questions dont était saisie la réunion et a fait remarquer que le niveau de participation constituait en lui-même la preuve de l'importance que les pays africains attachaient à ces questions dans le cadre de la promotion du commerce intra-africain. L'excellent travail effectué par le Groupe intergouvernemental d'experts et les diverses allocutions d'ouverture constituaient également des éléments catalyseurs propres à assurer des délibérations fructueuses. Il y avait néanmoins de graves problèmes à résoudre mais ces problèmes étaient le lot de tous les pays africains, quelle que fût leur situation économique.

VI. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET ORGANISATION DES TRAVAUX

6. La réunion a adopté l'ordre du jour ci-après:

1. Cérémonie d'ouverture
2. Election du bureau
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
4. Examen de l'évolution récente des relations commerciales de l'Afrique
 - a) Contribution du commerce intérieur et intra-Africain à la croissance économique et au développement de l'Afrique;
 - b) Problèmes des pays africains enclavés, semi-enclavés et insulaires et perspectives de développement du commerce de transit;
 - c) Prospection des marchés, information commerciale et promotion du commerce;
 - d) Rapport sur la quatrième Foire commerciale panafricaine et les préparatifs de la cinquième;
 - e) Rapport sur les activités de l'Association des organisations africaines de promotion commerciale;
 - f) Principaux éléments nouveaux intervenus dans le domaine des relations commerciales internationales de l'Afrique;
 - g) Incidence des activités des sociétés transnationales sur le commerce et le développement en Afrique.

5. Examen des propositions de l'Afrique à la septième session de la CNUCED
6. Questions diverses
7. Date et lieu de la dixième session
8. Adoption du rapport et clôture de la réunion.

V. COMPTE RENDU DES TRAVAUX

Cérémonie d'ouverture

7. A l'ouverture de la neuvième session de la Conférence des ministres africains du commerce, le Camarade Wollie Chekol, membre du Comité central du Parti des travailleurs de l'Ethiopie et ministre des finances, a donné lecture d'un message du Camarade Mengistu Haile Mariam, Secrétaire général du Parti des travailleurs de l'Ethiopie, Président du Conseil militaire et administratif provisoire et Commandant en chef des forces armées révolutionnaires.

8. Après avoir souhaité la bienvenue en Ethiopie aux ministres, le Camarade Mengistu Haile Mariam a souligné dans son message que la neuvième session de la Conférence avait lieu à un moment crucial et coïncidait avec les négociations du Groupe des 77 et la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Il a rappelé que le climat économique et politique actuel ne favorisait pas les efforts des pays en développement. Ce climat se caractérisait par le renforcement du protectionisme, la chute constante des cours des produits de base exportées par l'Afrique, la baisse continue de la valeur du dollar et l'instabilité générale des taux de change des principales devises mondiales. Il a fait ensuite observer qu'étant donné que la plupart des pays africains tiraient jusqu'à 90 p. 100 de leurs recettes en devises de l'exportation de deux ou trois produits de base, les cours de ces produits étaient une question qui revêtaient une importance vitale pour l'existence de l'Afrique, sous tous ses aspects.

9. Le Camarade Mengistu Haile Mariam a déploré que les accords relatifs aux produits de base, notamment le Fonds commun soient restés sans suite ou n'aient pas connu un début d'application. La situation avait encore été aggravée en raison des politiques agricoles rigoureuses des pays industrialisés qui subventionnaient fortement leur secteur agricole.

10. S'agissant des mouvements de ressources financières et de l'endettement extérieur de l'Afrique, le Camarade Mengistu Haile Mariam a fait observer que la dette globale de l'Afrique avait déjà dépassé les 200 milliards de dollars et qu'en conséquence le continent africain, de bénéficiaire net de ressources financières extérieures, était devenue contribuant net. A cet égard, les ministres ont été instamment priés de s'employer, dans le cadre de la CNUCED, de la Banque mondiale, du FMI etc., à améliorer les relations commerciales et financières internationales afin que l'Afrique puisse disposer des flux de ressources extérieures suffisantes pour stimuler ses échanges et accélérer son développement.

11. Concernant les efforts de redressement économique, le Camarade Mengistu Haile Mariam a souligné que, tout en recherchant une assistance extérieure, l'Afrique devrait oeuvrer pour sa propre libération économique en s'efforçant d'appliquer le Plan d'action de Lagos et l'Acte final de Lagos dans lesquels était définie une stratégie multisectorielle du développement du continent. Par ailleurs, s'agissant du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, la communauté internationale était priée instamment d'aider le continent africain en lui fournissant les ressources supplémentaires dont elle avait besoin.

12. En ce qui concerne la coopération intra-africaine et les relations commerciales, il a relevé les efforts déployés et les progrès enregistrés par la zone d'échanges préférentiels des Etats d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe (ZEP) et la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Il a fait ressortir, à cet égard la contribution de la première foire de la ZEP tenue à Nairobi en 1986, de la Chambre de compensation, de la Banque pour le commerce et le développement ainsi que de la Fédération sous-régionale des chambres de commerce et d'industrie de la ZEP.

13. Pour conclure, il a renouvelé aux ministres les salutations sincères et les souhaits chaleureux de bienvenue adressés par le Parti des travailleurs, le Gouvernement et le peuple de l'Ethiopie et a souhaité plein succès aux travaux de la Conférence.

14. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), M. Adebayo Adedeji a souhaité la bienvenue aux délégations et remercié le Camarade Wollie Chekol, Ministre éthiopien des finances pour l'allocution très enrichissante qu'il a prononcée au nom du Camarade Mengistu Haile Mariam, Secrétaire général du Parti des travailleurs de l'Ethiopie, Président du Conseil militaire et administratif provisoire et Commandant en Chef des forces armées révolutionnaires. Il a saisi l'occasion pour féliciter le Camarade Wollie Chekol pour sa nomination au poste de Ministre des finances et a indiqué que la Conférence des ministres du commerce regretterait son absence car il en fût un des pères fondateurs. Il a ensuite rappelé que la neuvième session de la Conférence se tenait dans un climat d'incertitude accrue quant aux conditions dans lesquelles se déroulait le commerce international. La Conférence avait donc le devoir crucial d'adopter des mesures concrètes visant à traduire dans les faits les engagements pris dans le cadre du Plan d'action de Lagos et du Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique afin de promouvoir l'autosuffisance grâce aux échanges commerciaux.

15. En ce qui concerne les problèmes du commerce africain, M. Adebayo Adedeji a relevé plusieurs questions qui préoccupaient vivement les pays africains, notamment la baisse continue des recettes d'exportation due à la chute des cours des produits de base d'une importance cruciale pour la région. Il a pris comme exemple le cas du sucre qui, en 1985, n'a rapporté aux pays africains que 547, 8 millions de dollars des Etats-Unis pour des exportations totales de 2,7 millions de tonnes contre 996,9 millions de dollars pour des exportations de 2,3 millions de tonnes seulement en 1981. Il était donc vital que des solutions satisfaisantes soient trouvées pour compenser les baisses de revenus draconiennes enregistrées par les exportateurs de produits de base.

16. La lenteur du processus de diversification constituait un autre élément important des relations commerciales de l'Afrique puisque les échanges entre l'Afrique et des partenaires non traditionnels n'avaient enregistré aucun changement positif tant en ce qui concerne la composition des produits de base que la part de la région dans le commerce total. Il a donc lancé un appel en vue de la diversification de la production et a invité la communauté internationale à apporter véritablement une assistance à l'Afrique dans le cadre du Programme des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique afin d'accélérer l'industrialisation de cette région.

17. Le Secrétaire exécutif a également attiré l'attention des participants sur la situation du commerce sud-sud, domaine où le Système global de préférences commerciales a été reconnu comme un important mécanisme pouvant favoriser la coopération entre pays en développement. A cet égard, les pays africains s'inquiétaient surtout de l'attitude de certains autres pays en développement qui considéraient l'Afrique comme une source de matières premières et un marché pour leurs produits manufacturés et la jugeaient inacceptable.

18. S'agissant du commerce intérieur et intra-africain, il a salué la création des nombreuses institutions sous-régionales ayant pour but de promouvoir le commerce. Il a toutefois déploré qu'elles n'aient pas eu une grande influence, et que la part du commerce intra-africain dans le volume total des échanges de l'Afrique ait baissé ces dernières années. Le développement du commerce intra-africain nécessitait non seulement une restructuration de la production et de la distribution et de la commercialisation mais également l'application des décisions adoptées depuis la première session de la Conférence des ministres africains du commerce. Compte tenu de tous ces éléments, la priorité devrait être accordée au commerce intra-africain pour qu'il puisse s'ajouter aux efforts globaux déployés pour assurer la croissance et le redressement économiques. Le secrétariat de la CEA a donc proposé le lancement d'une Décennie du commerce intérieur et intra-africain 1988-1998 au cours de laquelle on se concentrerait essentiellement sur les problèmes et perspectives du commerce intra-africain tout en axant les efforts et les ressources sur l'exécution du Plan d'action de Lagos.

19. Pour conclure, M. Adebayo Adedeji, a soulevé le problème de l'incidence des activités des sociétés transnationales sur le commerce africain, en particulier sur les échanges commerciaux intra-africains. Il faudrait, dans ce domaine, adopter des politiques appropriées afin que les sociétés transnationales jouent un rôle accru en ce qui concerne la réalisation l'autonomie et l'autosuffisance de l'Afrique. Finalement, le Secrétaire exécutif a réaffirmé que la survie de l'Afrique, pour ne pas dire sa prospérité, au cours des décennies à venir donnerait un élan nouveau aux efforts actuellement déployés pour assurer le redressement économique et le développement de l'Afrique.

20. Le Secrétaire général adjoint de l'organisation de l'Unité africaine, l'Ambassadeur M. Alluane, a, au nom du Secrétaire général de l'OUA, souhaité la bienvenue à toutes les délégations à la 9ème session de la conférence des ministres africains du commerce et exprimé l'espoir que cette conférence adoptera des décisions et des recommandations concrètes devant contribuer au développement et à la promotion du commerce intra-africain. Il a déclaré qu'au cours des derniers jours passés, les travaux des ministres ont porté sur l'adoption d'une position africaine commune sur toutes les questions qui seront examinées lors de la CNUCED VII prévue en juillet de cette année et que leurs débats ont porté essentiellement sur l'augmentation des ressources financières accordées à des conditions libérales aux pays africains pour la mise en oeuvre du Programme Prioritaire de Redressement Economique de l'Afrique, sur la recherche d'une solution acceptable aux problèmes de la dette extérieure des pays africains, sur l'augmentation des prix des produits de base et des recettes d'exportation ainsi que sur la situation spéciale des pays africains les moins avancés.

21. S'agissant du commerce intra-africain, le Secrétaire général de l'OUA a souligné que ce secteur se complète avec les autres secteurs économiques et que les questions qui seront débattues à la CNUCED VII seront en relation avec le commerce intra-africain compte tenu du rôle que le commerce joue dans le cadre du développement économique de l'Afrique. Il a indiqué qu'actuellement, le niveau du commerce intra-africain est très faible. En pourcentage, le volume de ce commerce semble diminuer par rapport au commerce mondial. Cependant, il a estimé que le volume du commerce intra-africain augmentera rapidement au fur et à mesure que les objectifs d'intégration économique des pays africains seront réalisés dans les secteurs clefs de l'industrie, de l'agriculture des transports et des communications.

22. Abordant la participation africaine aux négociations sur le système de préférences commerciales entre les pays en développement, il a déclaré que les ministres africains sont appelés à se pencher sur cette question et a insisté sur la nécessité d'une participation africaine effective aux préparatifs des négociations et à la mise en oeuvre de ce système. Il a dit que cette participation ne doit pas nuire aux efforts déployés en vue de l'établissement d'un marché commun africain et du renforcement des mécanismes régionaux et sous régionaux d'intégration économique en Afrique. Il a indiqué, par ailleurs, que la participation aux autres négociations multilatérales, notamment celles du GATT, du SGPC et de l'ONUDI, doit permettre à l'Afrique d'obtenir des résultats concrets en vue de contribuer au développement socio-économique grâce à la promotion du commerce et des liens économiques intra-africains.

23. Pour conclure, le Secrétaire général adjoint de l'OUA, a invité les ministres africains du commerce à agir de manière que les activités menées au sein des groupements économiques sous-régionaux tiennent compte des objectifs à long terme que sont la Communauté Economique Africaine et un marché commun africain qui constitueront la pierre angulaire de l'unité africaine.

24. Après avoir exprimé sa gratitude au Ministre éthiopien des finances et au peuple éthiopien pour l'accueil réservé à toutes les délégations, le Camarade Poate Sanchlaty Alphonu, Ministre du commerce et des petites et moyennes entreprises de la République populaire du Congo et président sortant, a déclaré que la neuvième Conférence se tient à un moment où le continent africain se trouve confronté à une crise profonde qui affecte sa structure économique et sociale et compromet le processus de son développement.

25. Face à cette situation, il importe a-t-il poursuivi, que nos gouvernements et nos peuples concentrent leurs efforts sur les priorités spécifiques, pouvant conduire à un développement auto-entretenu, tels que les priorités retenues dans le programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 et le programme de redressement économique de l'Afrique dans le secteur commercial.

26. Abordant la question des échanges internationaux, il a également souligné que la crise continue à s'accroître dans ce secteur en raison notamment de l'effondrement des cours des produits de base et de la dépendance des pays africains d'un petit nombre de produits primaires. Par ailleurs, il a déploré la faiblesse du commerce intra-africain qui, a-t-il, dit, résulte de la quasi-inexistence d'information sur l'offre et la demande, le manque d'appui au développement des banques et l'insuffisance d'infrastructures de transport de communication entre les pays africains.

27. Une stratégie appropriée dans la recherche des solutions valables aux problèmes posés devrait notamment prendre en compte les décisions déjà prises, s'appuyer sur des études de l'offre et de la demande en vue d'identifier les obstacles au commerce, encourager la libre circulation des opérations économiques, adopter des mesures appropriées d'incitations. Il a par ailleurs insisté sur la nécessité d'accroître la participation des pays africains dans les différents mécanismes de négociations en vue d'arrêter des positions communes. A cet effet, il a souligné que la CNUCED VII offrait une excellente occasion pour faire aboutir les revendications de l'Afrique sur d'importantes questions comme le Fonds commun, le programme intégré des produits de base, le protectionnisme, le système généralisé des préférences, et le financement compensatoire, etc.

28. Concernant les négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round, il a souligné que les pays africains doivent les préparer soigneusement et veiller à sauvegarder l'intérêt de l'Afrique durant toute la durée des négociations notamment par le renforcement du rôle des chambres de commerce et la signature d'accords commerciaux. Dans ce contexte, il a évoqué les efforts déployés par le Président Denis SASSOU NGUESSO, Président de la République Populaire du Congo, Président en exercice de l'OUA dans la mise en oeuvre des recommandations relatives aux relations commerciales internationales de l'Afrique. Parlant des échanges commerciaux du Congo avec les autres pays africains, il a signalé qu'ils étaient très faibles, toutefois, a-t-il poursuivi, d'importants efforts sont déployés par le parti et l'Etat pour promouvoir le commerce extérieur notamment par le renforcement du rôle des chambres de commerce et la signature d'accords commerciaux. En guise de conclusion, il a souligné combien son pays a apprécié la confiance que les pays africains ont placé en lui tout au long de son mandat et fait état des efforts déployés par son pays dans l'accomplissement de la mission qui lui a été confiée.

29. Le Ministre Sénégalais du commerce, Son Excellence Mr. Abderahmane Touré a exprimé, au nom de la Conférence, les remerciements les plus sincères des délégations présentes au Camarade Mengistu Haile Mariam, Secrétaire Général du Parti des Travailleurs d'Ethiopie, Président du Conseil Militaire Administratif Provisoire et Commandant en Chef des Forces Armées Révolutionnaires, au parti, au peuple et au gouvernement de l'Ethiopie socialiste pour l'accueil fraternel et l'hospitalité purement africaine dont elles ont été l'objet depuis leur arrivée à Addis Abéba. Le Ministre a ensuite déclaré que la ville d'Addis Abéba offrait un cadre de réflexion privilégié auquel les africains étaient maintenant bien habitués. Il a enfin estimé que le message du Camarade Mengistu Haile Mariam à la Conférence était riche d'enseignements utiles qui ne manqueront pas d'orienter et de faciliter la suite des travaux de la présente session de la conférence des Ministres africains du commerce.

Compte rendu des débats

30. Au cours du débat qui a suivi la présentation du rapport de la réunion du Groupe intergouvernemental d'experts du commerce, le Commissaire d'Etat au Commerce extérieur de la République du Zaïre a déclaré que la neuvième session de la Conférence des ministres africains du commerce constituait une occasion utile de faire le point de l'état actuel du commerce intra-africain et de la situation économique de l'Afrique, il a souligné que celle-ci demeurerait préoccupante et que ses perspectives d'avenir n'étaient guère rassurantes en raison de l'environnement international qui lui est peu favorable.

31. Face à cette situation difficile, il a préconisé la recherche des voies nouvelles pour un développement intégré de l'Afrique par l'intégration des économies africaines et la promotion des échanges entre pays africains. Il a affirmé l'engagement du Zaïre à soutenir toutes les initiatives allant dans le sens des objectifs du Plan d'action de Lagos et a précisé que par tradition son pays était ouvert à la coopération internationale et à l'intégration économique régionale. Il a informé la Conférence que dans le souci de contribuer à la promotion des échanges, le Zaïre accueillera en juillet 1986 à Kinshasa la prochaine édition de la Foire panafricaine de l'OUA, et en octobre-novembre de cette année la première édition de la Foire de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale.

32. Le Commissaire d'Etat a par ailleurs souligné que les différents mécanismes mis en place pour améliorer la situation du commerce extérieur de l'Afrique étaient inopérants et qu'à cet effet un Système global des préférences commerciales entre pays en développement dont les négociations sont en cours constituaient le cadre le plus approprié. Il a également mis en exergue la nécessité d'intensifier les échanges commerciaux intra-africains en favorisant l'intégration économique et en supprimant les barrières de toutes sortes qui empêchent la libre circulation des biens et des personnes au sein des ensembles économiques viables et structurés.

Examen de l'évolution récente des relations commerciales de l'Afrique (point 4 de l'ordre du jour)

Contribution du commerce intérieur et intra-africain à la croissance économique et au développement de l'Afrique (pont 4 i) de l'ordre du jour)

33. Le Président du Groupe intergouvernemental d'experts a présenté le rapport de la réunion du Groupe tenue du 12 au 14 mars 1987 (document E/ECA/OAU/TRADE/71). Les participants ont décidé de se servir de ce rapport comme base de leurs discussions.

34. Un certain nombre de délégations ont trouvé que les documents étaient pertinents, concrets et donnaient matière à réflexion. Les participants ont réitéré l'importance cardinale du commerce intérieur. Une délégation a toutefois fait observer que les documents ne faisaient pas ressortir suffisamment l'inexistence de l'épargne intérieure, une des entraves au développement du commerce intérieur.

35. Le Président de la Conférence a exprimé la préoccupation du groupe intergouvernemental d'experts sur les problèmes liés à la non application des décisions antérieures et lancé un appel aux participants pour qu'ils en discutent avec leurs gouvernements. Au cours des débats qui ont suivi, les participants ont réaffirmé la nécessité pour les pays africains de redoubler d'efforts en vue d'appliquer les décisions prises par la Conférence de promouvoir le commerce intra-africain. A cette fin, ils ont souligné la nécessité d'un engagement politique pour encourager le commerce intra-africain. En outre, un certain nombre d'autres entraves au commerce intra-africain ont été identifiées dont l'absence de services industriels d'appui au commerce et de diversification de la production, le manque de confiance dans les produits africains et la pénurie de personnel qualifié dans le domaine du commerce et de la promotion du commerce. Le défaut d'harmonisation des procédures douanières et autres, problème de convertibilité des monnaies africaines de même que la pénurie générale d'information sur le commerce ont également été évoqués parmi les graves problèmes qui entravaient la promotion du commerce intra-africain.

36. Au cours des débats, de nombreuses délégations ont passé en revue les facteurs qui entravaient le développement du commerce intra-africain et ont retenu les suivants: exiguité des marchés intérieurs, manque d'harmonisation des politiques de production industrielle, caractère inadéquat des voies de communication, contrôle des circuits de distribution par des sociétés étrangères, manque de moyens de paiements extérieurs et absence de volonté politique. Il a été suggéré au secrétariat de présenter lors des prochaines sessions un rapport sur les échanges entre les membres d'un même groupement d'intégration sous-régionale et de mettre en place un mécanisme de suivi chargé de veiller à l'application des décisions de la Conférence.

37. Les délégations dans leur majorité ont estimé que l'idée d'avoir une Décennie était certes attrayante, mais qu'au lieu de proclamer 1988-1998 Décennie des Nations Unies pour le commerce intérieur et le commerce intra-africain, il vaudrait mieux essayer d'appliquer les décisions prises par les chefs d'Etat et de gouvernement en rapport

avec le développement du commerce intérieur et du commerce intra-africain. Les participants ont jugé que la Décennie des Nations Unies pour le développement industriel de l'Afrique et la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique pourraient aider à résoudre certains des problèmes liés au commerce intérieur et au commerce intra-africain.

38. Les participants ont réaffirmé les décisions suivantes de la huitième session de la Conférence des ministres africains du commerce tenue en octobre 1985 à Brazzaville (Congo).

a) Commerce intérieur

- i) Une étude complète devrait être effectuée dans chaque pays pour déterminer les besoins alimentaires des populations dans toutes les zones en particulier les besoins en graines céréalières diverses pour servir de base au commerce intérieur. Au besoin, une étude devrait indiquer les moyens d'introduire de nouvelles variétés de graines dans les zones de pénuries chroniques;
- ii) Davantage de systèmes efficaces devraient être établis en collaboration avec les coopératives et les banques commerciales pour octroyer des crédits aux petits exploitants, aux agriculteurs moyens et aux petits entrepreneurs s'occupant de la fabrication et de la commercialisation de produits simples y compris d'objets artisanaux. Il devrait y avoir également des prix garantis pour les produits agricoles;
- iii) Un nouveau programme devrait être mis en oeuvre pour permettre un approvisionnement adéquat en matières premières et en facteurs de production en particulier pour la production destinée aux marchés intérieurs et une politique de fixation de prix accompagnée de mesures d'incitation destinées à encourager les agriculteurs à accroître leur production et à devenir mieux intégrés au secteur monétaire de l'économie;
- iv) Des réseaux de distribution commerciale devraient être mis en place sur toute l'étendue du pays de même qu'un système de stocks régulateurs à la fois pour maintenir des niveaux de prix constants et avoir des disponibilités suffisantes et égales au cours des périodes de forte et de faible production. Ces mesures devraient comprendre notamment la mise en place d'installations matérielles et le développement d'infrastructures de transport sur de longues distances pour la circulation des biens et des personnes entre les zones urbaines et rurales par le biais d'investissements publics ou d'une assistance au secteur privé.

b) Commerce intra-africain

- i) Que les échanges commerciaux intra-africains soient augmentés jusqu'à atteindre 10 p. 100 du commerce international d'ici la fin de 1995;
- ii) Que beaucoup plus d'efforts soient déployés afin de réduire graduellement et finalement éliminer les barrières commerciales et douanières aux échanges intra-africains, en particulier celles affectant les cultures de rente mentionnées dans le Plan d'action de Lagos d'ici la fin de 1995;
- iii) Que plus efforts soient déployés en vue de soutenir et de renforcer les institutions sous-régionales de promotion commerciale qu'appelle le Plan d'action de Lagos.
- iv) Que des améliorations significatives soient apportées aux systèmes d'information et de commercialisation pour promouvoir le commerce intra-africain et que les résultats obtenus fassent l'objet d'une évaluation et d'un suivi systématiques par les pays africains;
- v) Que tous les pays africains s'engagent à encourager la libre circulation des commerçants et opérateurs économiques africains dans le but de promouvoir le commerce intra-africain. Il faudrait en outre que des mesures soient rapidement prises pour accroître et régulariser les échanges frontaliers grâce à la création de zones franches où les opérateurs traditionnels pourraient continuer les activités;
- vi) Que la priorité soit accordée, lorsque les conditions le permettent, aux offres africaines pour la fourniture de biens et services provenant d'autres pays africains;
- vii) Que les compagnies aériennes et maritimes africaines soient de plus en plus utilisées pour les services de frêts et le transport de marchandises destinées aux échanges intra-africains;
- viii) Que des politiques de prix appropriées et d'autres mesures d'incitation visant à encourager le commerce intérieur et intra-africain soient favorisées surtout dans le domaine alimentaire;

- ix) Que des mesures soient prises pour établir un lien entre le développement du commerce et les résultats obtenus dans d'autres secteurs tels que l'industrie, l'agriculture, l'éducation et la formation, le transport et les communications comme l'indique le paragraphe 76 du Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique 1986-1990 adopté par le vingt et unième sommet de l'OUA;
 - x) Que des mesures soient rapidement prises pour mettre en place des installations de stockage et des circuits de distribution pour le commerce intra-africain.
 - xi) Les participants lancent un appel aux Ministres des transports et des communications pour qu'ils accordent la priorité à la création ou la remise en état des routes et chemins de fer inter-Etats pouvant favoriser la croissance du commerce intra-africain, tout en mettant un accent particulier sur les routes de desserte et d'accès, afin de faciliter le transport des productions agricoles vers les marchés;
 - xii) La réunion demande aux ministres de l'industrie, des sciences et de la technologie et de l'énergie d'adopter des politiques et priorités adéquates pour la croissance du commerce intra-africain en vue des ajustements structurels nécessaires au développement de la région.
39. La Conférence a arrêté que:
- a) Les pays africains et les institutions sous-régionales et régionales appliquent les décisions sur le commerce intérieur et le commerce intra-africain contenues dans le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique 1986-1990 adopté par les chefs d'Etat et de gouvernement des pays africains;
 - b) Les gouvernements africains lancent des campagnes pour encourager la consommation de produits locaux;
 - c) les pays africains harmonisent leurs politiques de promotion industrielle en vue d'améliorer les perspectives d'échanges commerciaux entre eux;
 - d) les pays africains devraient étudier les moyens qui les aideraient à mettre fin aux systèmes bancaires extravertis;
 - e) le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique, l'Organisation de l'unité africaine et les institutions sous-régionales devraient effectuer des études spécifiques sur des questions telles que le commerce de troc, les problèmes que pose l'étroitesse des marchés et l'harmonisation des politiques de production industrielle en vue de formuler des propositions spécifiques tendant à rendre plus efficaces les communautés économiques sous-régionales existantes;

f) les organismes donateurs des pays développés soient priés instamment d'accorder une priorité élevée aux groupements régionaux et sous-régionaux en leur fournissant davantage de ressources financières pour le développement et ce, dans le cadre des facilités au titre des programmes régionaux destinés à soutenir des activités telles que le développement infrastructurel et industriel, le commerce de marchandises d'origine locale ou régionale, qui renforceront le commerce intra-africain entre pays africains. Pour qu'une telle politique puisse être appliquée efficacement les organismes donateurs devraient adopter une attitude souple et positive dans la formation de critères propres à faciliter le développement rapide de ces secteurs nécessaires pour dynamiser les échanges commerciaux intra-africains;

g) les pays membres des groupements régionaux ou sous-régionaux soient priés de fournir de manière continue le maximum de soutien financier à des groupements et de faire preuve de la volonté politique requise pour assurer la réalisation rapide de leurs objectifs;

h) le secrétariat de la CEA publie toutes les résolutions et décisions prises par la Conférence des ministres africains du commerce en vue de promouvoir le commerce intérieur et intra-africain;

i) les gouvernements africains renforcent leur coopération avec le Centre (CNUCED/GATT) du commerce international (CCI) qui a été désigné en 1973 comme l'animateur de l'Organisation des Nations Unies pour la coopération technique concernant la promotion du commerce. Les programmes de coopération technique du CCI aux niveaux national, sous-régional, régional et interrégional couvrent notamment l'infrastructure institutionnelle pour la promotion du commerce, le développement de la production et des marchés, y compris l'exécution d'enquêtes sur l'offre et la demande et les activités de suivi de l'expansion du commerce; les services nationaux d'information commerciale; les réseaux d'information au niveau sous-régional sur le commerce et les services d'information sur les marchés communiquée par télex; des services consultatifs spécialisés dans l'emballage des produits à exporter, le contrôle de qualité et la normalisation, l'établissement des coûts et la fixation des prix, des représentations commerciales nationales à l'étranger, des services de financement de l'exportation, les foires et la publicité commerciales, etc; les chambres de commerce, la promotion des produits de base conformément à la résolution 158(vi) de la CNUCED; la mise en valeur des ressources humaines; les opérations et techniques d'importation; le programme spécial pour les pays les moins avancés; les femmes chefs d'entreprise, etc....

j) les pays africains élaborent et exécutent des programmes de formation professionnelle dans le domaine du commerce en vue d'améliorer les capacités des négociants africains du secteur non structuré;

k) les organisations et pays donateurs devraient être priés instamment de fournir des ressources pour l'exécution des programmes de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique afin de soutenir le commerce intra-africain;

i) les pays membres sont priés instamment de créer des banques commerciales et autres organismes d'appui au commerce sur leurs territoires et d'allouer davantage de ressources financières au secteur du commerce.

Problèmes des pays africains enclavés, semi-enclavés et insulaires et perspectives de développement de leur commerce de transit (point 4i) de l'ordre du jour)

40. Au titre du point de l'ordre du jour susmentionné, les ministres ont examiné la partie appropriée du rapport de la réunion du Groupe intergouvernemental d'experts du commerce (Document E/ECA/OAU/TRADE/71). La Conférence a estimé qu'il fallait trouver d'urgence une solution aux problèmes de ces pays et que le secrétariat de l'OUA devrait par conséquent redoubler d'efforts pour achever l'étude qu'il avait commencée. Elle a recommandé que l'étude en question soit aussi exhaustive que possible. Le secrétariat de la CEA a été invité à suivre étroitement les activités de la Commission des îles de l'océan indien.

41. Au cours des débats animés qui ont suivi la présentation, la Conférence a félicité le secrétariat de l'OUA d'avoir pris l'initiative d'appeler l'attention des participants sur une question aussi importante. Elle a reconnu que le document avait un caractère essentiellement préliminaire et contenait encore beaucoup de lacunes qu'il conviendrait de combler. Elle a donc demandé au secrétariat de l'OUA de redoubler d'efforts pour réaliser une étude exhaustive qui permettrait de proposer des solutions nouvelles aux problèmes concrets qui se posent non seulement aux pays sans littoral mais aussi aux Etats insulaires et côtiers ainsi que dans leurs relations réciproques. La Conférence a adopté les décisions suivantes:

a) le secrétariat de l'OUA, en collaboration avec la CEA, la CNUCED, et les groupements économiques sous-régionaux et régionaux africains devrait s'efforcer de mener à bien les dites études afin de traiter les problèmes concrets sous tous leurs aspects;

b) la question des pays enclavés, semi-enclavés, côtiers et insulaires et les perspectives d'améliorer leur commerce de transit devraient être examinées plus à fond et un rapport soumis à la dixième réunion de la Conférence des ministres africains du commerce qui sera précédée par la réunion du Groupe intergouvernemental d'experts;

c) l'étude devrait comprendre:

i) une évaluation détaillée des couloirs de transit existants et des mesures propres à les renforcer;

ii) un examen détaillé du commerce de transit en Afrique et proposer des mesures propres à les renforcer;

iii) des mesures devant permettre d'améliorer les relations de transit entre les pays côtiers et les pays enclavés d'une part, et entre les pays côtiers et les pays insulaires, les pays enclavés et semi-enclavés de transit, d'autre part, ainsi que les relations entre les pays enclavés eux mêmes;

iv) des mesures susceptibles de renforcer la coopération aux niveaux bilatéral, multilatéral et régional et entre les pays de transit et les pays enclavés, les pays côtiers, les pays insulaires et les pays semi-enclavés;

v) des mesures concrètes visant à développer le commerce entre les pays insulaires;

vi) Evaluation de la réglementation du transit;

d) Prie instamment tous les pays africains qui ne l'ont pas encore fait de signer ou de ratifier la Convention sur le commerce de transit des pays sans littoral.

Prospection des marchés, information commerciale et promotion du commerce
(point 4 iii) de l'ordre du jour)

42. Au titre de ce point de l'ordre du jour la Conférence a examiné les derniers faits nouveaux survenus dans le domaine de la prospection des marchés et de la promotion du commerce et souligné les efforts faits par certains pays africains de même que par la CEA pour appliquer les décisions de la huitième réunion de la Conférence des ministres africains du commerce. De nombreux problèmes s'étaient toutefois posés dans ces domaines sur lesquels il convenait de se pencher, notamment ceux concernant la mise en place d'institutions. Des propositions constructives ont été faites en vue de résoudre les problèmes soulevés, notamment la promotion d'entreprises mixtes par les pays africains et l'établissement de systèmes d'assurance et de financement du crédit à l'exportation.

43. Les participants ont réitéré la nécessité pour les pays africains d'honorer leurs engagements et d'apporter leur soutien continu aux institutions sous régionales et régionales de promotion commerciale afin d'éviter une crise financière semblable à celle qui menace l'existence même de l'AOAPC et la Fédération africaine des chambres de commerce nouvellement créée.

44. Le rapport du premier colloque régional sur les organismes africains de commerce d'Etat (E/ECA/TRADE/68) qui s'était tenu à Addis Abéba du 4 au 6 mars 1987 a été distribué aux participants. A cet effet le rôle utile que jouent les organisations para-étatiques africaines ou SCE dans le commerce international et dans la promotion du commerce intra-africain a été souligné. La Conférence a exhorté les SCE qui n'étaient pas encore membres d'ASTRO d'y adhérer le plus tôt possible.

45. Un représentant du CCI/CNUCED/GATT a indiqué que le commerce n'était pas très prioritaire dans certains plans de développement. Cette situation, à laquelle s'ajoute dans certains cas le manque d'une approche coordonnée en ce qui concerne les échanges commerciaux, avait rendu plus difficiles les efforts faits par les organisations internationales pour trouver des solutions appropriées aux problèmes posés. La réunion a pris note des activités du CCI ayant trait aux

études sur l'offre et la demande des pays membres de la ZEP ainsi que de la Commission de l'océan indien et a exprimé l'espoir qu'une telle initiative soit renouvelée avec d'autres sous-régions africaines.

46. La Conférence a adopté les décisions ci-après qui comprennent celles qu'elle avait adoptées à sa huitième session:

a) L'exécution des tâches suivantes: i) la construction accélérée de réseaux de transport et de communications intravertis reliant les pays africains; la création et/ou le renforcement des accords de transit appuyés par des garanties multinationales crédibles; iii) la promotion des systèmes d'achat à long terme y compris des entreprises commerciales multinationales qui pourraient créer de nouveaux réseaux de distribution intravertis, iv) la création des mécanismes de financement du commerce y compris les crédits à l'exportation et un réseau de banques commerciales intégré et orienté vers le commerce intra-africain. Le Fonds monétaire africain aidera aussi dans l'harmonisation des politiques monétaires et de paiements; v) la création de marchés communs sous régionaux et d'un marché commun régional;

b) De nouveaux types de réseaux de distribution orientés vers le commerce intra-africain et basés sur les entreprises nationales, publiques et privées doivent être encouragés;

c) La production et le commerce doivent être intégrés dans les plans de développement nationaux en utilisant une approche de macro-commercialisation. Les techniques de planification de la commercialisation doivent faire partie des programmes des instituts sous-régionaux et nationaux de gestion et de promotion commerciale;

d) Les instituts nationaux, sous-régionaux et régionaux de promotion commerciale doivent être renforcés et doivent recevoir les ressources nécessaires à leur bon fonctionnement. Des fonds de promotion commerciale peuvent être créés;

e) Les gouvernements africains doivent apporter leur soutien à l'Association africaine des organisations de promotion commerciale (AOAPC) et à la Fédération des chambres de commerce africaines. Des activités de mobilisation de fonds devraient être entreprises pour financer les études de marché et des études sur l'offre et la demande;

f) Les Etats membres devraient renforcer leur coopération au niveau de l'échange des informations commerciales dans le cadre de systèmes sous-régionaux et régionaux d'information commerciale coordonnés par la CEA avec l'assistance technique du CCI/GATT;

g) Les secrétariats de la CEA et de l'OUA devraient chercher les moyens de rationaliser les activités de l'AOAPC, de la Fédération des chambres de commerce africaines et du Centre du commerce africain de la CEA afin d'éviter le double emploi et le gaspillage des ressources.

Rapport sur la quatrième Foire commerciale panafricaine et les préparatifs de la cinquième (point 4 iv) de l'ordre du jour)

47. Les ministres ont examiné le point 4 iv) de l'ordre du jour portant sur le sujet susmentionné compte tenu des recommandations transmises par la réunion du Groupe intergouvernemental d'experts du commerce contenues dans le document E/ECA/OAU/TRADE/71.

48. Après quelques modifications au texte proposé, les ministres ont adopté les décisions et les recommandations suivantes ainsi que la résolution en annexe:

a) un message spécial de félicitations et de remerciements serait adressé au Président de la République du Togo, le Général Gnassingbe Eyadema, au gouvernement et au peuple togolais pour les efforts exceptionnels déployés en vue du succès de la quatrième Foire commerciale panafricaine;

b) en prenant note du rapport, en se félicitant du succès de la quatrième Foire panafricaine et sans perdre de vue qu'une telle manifestation représente un instrument fonctionnel qu'il faut utiliser pour obtenir l'incidence recherchée sur l'expansion du commerce intra-africain, le secrétariat de l'OUA, en collaboration avec la CEA, le CCI, et toutes les organisations intergouvernementales pertinentes, en particulier la CEDEAO, la ZEP, la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe, la CEEAC et la Commission de l'Océan Indien, procéderait à une évaluation approfondie des répercussions des précédentes Foires panafricaines;

c) la conférence a pris note de l'information donnée par la délégation du Zaïre concernant la cinquième Foire panafricaine, notamment les dates proposées du 15 au 31 juillet 1988, a invité tous les Etats membres de s'abstenir d'organiser des foires commerciales nationales aux mêmes dates;

d) elle a demandé instamment à des donateurs de fournir une aide financière aux institutions qui assurent de leur concours, telles que le CCI, le Fonds régional de la Convention de Lomé ACP-CEE, le PNUD, la CNUCED afin que ces institutions apportent leur soutien financier et technique, puissent assurer le succès de la cinquième Foire panafricaine;

e) l'on a adopté pour la cinquième Foire panafricaine le thème suivant "promotion du commerce intra-africain, facteur d'intégration des économies africaines";

f) la conférence a pris acte de la subvention de 500 000 dollars accordée par le Conseil des Ministres de l'OUA et destinée à subventionner certains aspects organisationnels de la cinquième Foire panafricaine;

g) afin d'avoir l'incidence escomptée, le secrétariat de l'OUA, en collaboration avec les institutions pertinentes, notamment le CCI, effectuerait une étude de marché avant la cinquième Foire et faire une évaluation technique de l'impact de cette Foire, en vue de publier un annuaire des sociétés et leurs produits qui serait distribué à la Foire de Kinshasa; et

h) les ministres ont approuvé la composition ci-après du Comité d'organisation de la cinquième Foire commerciale panafricaine:

Région Ouest

Togo (ancien pays hôte), Côte d'Ivoire, Ghana;

Région Nord

Algérie, Egypte, Tunisie;

Région Est

Ethiopie, Kenya, Tanzanie;

Région du Centre

Zaïre (Présidence), Cameroun, Congo;

Région Sud

Angola, Botswana et Zimbabwe.

- i) le mandat du comité d'organisation serait le suivant:
 - i) se réunir aussi régulièrement qu'il le faut pour assurer le succès de la préparation et de l'organisation de la Foire;
 - ii) préparer toutes les activités relatives au budget et au programme de la foire, notamment la publicité, l'étude de marché et la promotion commerciale;
- iii) organiser des colloques et des activités culturelles;
- iv) régler, en collaboration avec le gouvernement du pays hôte toutes les formalités et détails administratifs et fournir tous les conseils techniques nécessaires aux bonnes préparations et tenue de la foire;
- v) traiter, en collaboration avec le gouvernement du pays hôte, toutes les questions relatives à la répartition des emplacements sur les lieux de la foire, y compris celle de la location des stands;
- vi) soumettre au gouvernement du pays hôte des recommandations sur les moyens de rendre moins contraignantes pour les exposants certaines des formalités concernant l'obtention de visas, le passage en douane, le fret aérien, les tarifs d'hôtel, le transport, l'accueil, etc.;
- vii) suivre le déboursement de la subvention allouée à la Foire par le Conseil des ministres de l'OUA;
- viii) examiner, conjointement avec le secrétariat de l'OUA les résultats de la cinquième Foire commerciale panafricaine, en vue de faire une évaluation solide et des suggestions concrètes dans le but de provoquer l'impact souhaité sur le commerce intra-africain, à la dixième session de la conférence des ministres africains du commerce.

Rapport d'activités de l'Association des organisations africaines de promotion du commerce (point 4 v) de l'ordre du jour)

49. Présentant ce point de l'ordre du jour, un représentant de l'Association a souligné la gravité de la crise financière que traverse l'Association. Il a fait état de la situation difficile des employés de l'Association qui n'ont pas reçu leurs salaires et traitements depuis II mois. Remerciant le Gouvernement du pays hôte, la CEA et l'OUA du soutien, notamment matériel, qu'ils ont accordé à l'Association, il a expliqué que les difficultés de celle-ci étaient dues au fait que ses Etats membres ne payaient pas leurs contributions et que ses organes directeurs n'étaient pas investis de moyens d'action politique proportionnels à leurs tâches et à leurs responsabilités. Il a souligné

que la Communauté économique européenne s'est engagée à fournir 1 million de dollars à l'Association à titre d'assistance à condition que, les Etats membres manifestent leur soutien,

50. Au cours des débats qui ont suivi, la plupart de ceux qui ont pris la parole se sont déclarés sensibles aux problèmes de l'Association, on a déploré cependant qu'il soit impossible d'étudier la question sous tous ses aspects, certains des documents y ayant trait n'étant pas disponibles dans toutes les langues de travail, en particulier la Constitution de l'Association et les amendements proposés. Le fait surtout que ce document ne soit pas disponible en arabe constituait une sérieuse difficulté pour les délégations arabophones qui, de ce fait, ne pouvaient participer aux débats. Tout en reconnaissant que l'Association des organisations africaines de promotion du commerce avait un rôle utile à jouer dans le développement du commerce africain, de nombreuses délégations ont déclaré que l'incidence de cette organisation n'avait pas été ressentie dans leurs pays. Elles ont également déploré que les études demandées par la huitième Conférence des ministres africains du commerce tenue à Brazzaville (Congo) concernant la rationalisation des activités de l'Association, de la Fédération africaine des chambres de commerce et du Centre du commerce africain n'aient pas été menées par les secrétariats. Ces délégations ont demandé instamment qu'il soit mis fin à la tendance consistant à créer plusieurs institutions faisant double emploi entre elles, surtout compte tenu des graves problèmes financiers qui les attendaient. Une délégation a fait observer que son pays figurait dans la liste des Etats qui ne s'étaient pas acquittés de leurs contributions. Or, à strictement parler, le Rwanda n'était pas encore membre de l'Association car ses institutions législatives n'avaient pas ratifié le document portant création de l'Association.

51. Certaines délégations ont soulevé une importante question, à savoir l'éventualité d'un double emploi des activités de l'Association des organisations africaines de promotion du commerce et de la Fédération africaine des chambres de commerce. Elles ont demandé s'il n'y aurait pas également double emploi entre le travail de l'Association et celui d'autres institutions, notamment le Centre du commerce africain de la CEA.

52. Un représentant de la CEA a assuré les participants que cette dernière avait pris des mesures afin d'éviter un double emploi des activités et des services rendus par la Commission, l'Association des organisations africaines de promotion du commerce, la Fédération africaine des chambres de commerce et le Centre du commerce africain. Il a fait savoir qu'en fait la CEA et l'Association intensifiaient leur coopération, qui prévoyait la programmation et l'exécution en commun de projets, des missions conjointes et des contrats de sous-traitance entre la CEA et l'Association. Il a affirmé le soutien de la CEA aux mesures proposées par l'Association en vue de résoudre ses problèmes actuels et de renforcer ses bases. Le représentant de la CEA a conclu en affirmant à nouveau que l'Association avait un rôle important à jouer dans les efforts déployés par l'Afrique dans les domaines de la promotion du commerce, de la recherche en matière de commercialisation et de l'information commerciale. Il a assuré les participants que la CEA accordait un soutien sans réserve aux activités de l'Association. Il a lancé un appel aux participants pour qu'ils prennent des décisions concrètes visant à ressusciter l'Association.

53. Le représentant de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), faisant écho aux assurances données par la CEA, a informé les participants que l'OUA prévoyait d'avoir davantage recours aux services de l'Association puisque celle-ci était en fait l'institution spécialisée de l'OUA dans le domaine du développement du commerce.

54. La conférence a souligné la nécessité pour les secrétariats de la CEA et de l'OUA d'entreprendre l'étude qui a été demandée par la huitième session de la conférence en vue de rationaliser les activités de l'AOAPC, la Fédération africaine des chambres de commerce et le centre africain du commerce.

55. Pour conclure, le Président a rappelé le principe autour duquel le consensus s'était dégagé, à savoir que l'Association des organisations africaines de promotion du commerce avait un rôle utile à jouer dans le développement du commerce africain et qu'elle devrait être épaulée et renforcée. Les participants ont lancé un appel aux Etats membres pour qu'ils s'acquittent de leurs arriérés de contributions.

Relations commerciales internationales de l'Afrique (point 4 vi) de l'ordre du jour)

56. Au titre de ce point de l'ordre du jour, la Conférence a examiné les principaux sujets de préoccupation dans le domaine des relations commerciales internationales depuis la sixième Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement en 1983. Au nombre de ceux-ci: le faible niveau, depuis 1980 des prix des principaux produits de base présentant un intérêt pour l'Afrique; l'insuffisance des recettes d'exportation en raison du bas niveau des prix et de la chute du dollar des Etats Unis; et les politiques protectionnistes des pays occidentaux. En outre, les Etats africains membres du groupe ACP avaient éprouvé des difficultés à tirer pleinement profit des dispositions de la convention ACP/CEE de Lomé III, contrairement aux autres pays nouvellement industrialisés non membres des ACP.

57. La Conférence a mis l'accent sur la situation décevante des relations commerciales internationales de l'Afrique. En ce qui concerne les échanges avec les autres pays en développement, la Conférence a insisté sur la nécessité d'appliquer le système global de préférences commerciales non seulement à la promotion des échanges mais également à la création de flux commerciaux. Au sujet de l'évolution des relations commerciales internationales de l'Afrique, la Conférence a souligné que les résultats du commerce extérieur étaient généralement mauvais en raison de l'incidence des politiques protectionnistes; du faible taux de croissance des échanges entre l'Afrique et les partenaires non traditionnels, de la diminution de l'aide publique au développement et des investissements privés. La Conférence a rappelé les mesures qu'elle avait adoptées à sa huitième session et souligné la nécessité pour les pays membres de les mettre en application. Ces mesures visaient notamment à interrompre et à revenir sur les politiques protectionnistes et à supprimer les déséquilibres des échanges; à sauvegarder les principes fondamentaux et les objectifs de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce; et à renforcer les mesures en vue d'améliorer les relations commerciales de l'Afrique dans le contexte du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique.

58. La Conférence a pris acte des activités relatives à la promotion des échanges entre l'Afrique et les pays socialistes d'Europe orientale. Il a été notamment fait état de l'organisation conjointe par la CNUCED

et la CEA, en 1985/86, de séminaires et voyages d'étude pour des fonctionnaires africains aux niveaux national, régional et interrégional. Ces activités avaient été financées par les Fonds d'affectation spéciale PNUD/URSS et grâce à une contribution financière des autres pays socialistes.

59. S'agissant du système global de préférences commerciales, la Conférence a indiqué que jusqu'à présent, 64 pays membres du Groupe des 77 avaient décidé de participer aux négociations avec 27 Etats africains dans les premières phases. Il a exhorté les autres pays africains à prendre les mesures nécessaires pour adhérer à ce système. Il a en particulier invité les PMA d'Afrique à le faire puisqu'ils ne devaient pas appliquer la réciprocité pour les concessions qui leur étaient accordées durant les négociations.

60. Au cours des débats qui ont suivi, les participants ont loué la qualité du document qui leur avait été présenté et la manière dont les questions pertinentes y avaient été abordées. Ils ont reconnu que la conjoncture commerciale internationale défavorable compromettait les perspectives de développement en Afrique et qu'il importait que les pays industrialisés assouplissent quelque peu leurs politiques commerciales vis-à-vis des pays africains.

61. Certains représentants ont demandé des précisions sur la situation actuelle du Fonds commun pour les produits de base et estimé que sa création rapide aiderait les pays africains dans leurs efforts de développement. La Conférence a également exhorté les pays africains qui ne l'avaient pas encore fait à signer et/ou à ratifier l'Accord sur le Fonds commun sur les produits de base et à le rendre opérationnel sans tarder.

62. S'agissant du commerce des pays africains avec les pays socialistes d'Europe orientale, les participants ont estimé qu'il était important, puisqu'il constituait un moyen de diversifier les partenaires commerciaux. C'est pourquoi des mesures plus poussées devraient être prises pour augmenter ce type d'échanges. A cet effet, les participants ont souligné que le document de la CEA aurait dû traiter en détail de tous les problèmes liés au commerce avec les pays socialistes. L'absence d'information sur les possibilités commerciales avec les pays socialistes a été citée parmi les principales entraves à la promotion du commerce. Il a été fait état de mesures prises par certains pays pour obtenir et fournir des informations sur cette situation. La nécessité d'expliquer les recommandations adressées par la huitième Conférence à la CNUCED, à la CEA et à l'OUA a été soulignée de façon à aider les Etats membres à pénétrer les marchés des pays socialistes.

63. Des représentants se sont préoccupés de la faible participation des pays africains aux négociations commerciales multilatérales et au système global de préférences commerciales. La Conférence a recommandé qu'après consultations avec les Etats membres le secrétariat mixte OUA/CEA convoque des réunions en vue d'élaborer et d'adopter une position africaine commune sur les questions commerciales importantes qui sont à la base des négociations commerciales multilatérales se déroulant dans le cadre du GATT. La conférence a aussi demandé à l'OUA d'accélérer le processus déjà engagé pour obtenir le statut d'observateur au GATT.

64. La Conférence a pris note des informations fournies par le représentant du GATT à propos des circonstances à l'origine des

négociations commerciales multinationale (négociation de l'Uruguay), au sujet des objectifs de ces négociations ainsi que des mesures proposées pour faciliter et renforcer la participation des pays en développement aux négociations, telles que l'assistance technique et un séminaire d'information sur le thème de l'Uruguay Round et les techniques de négociations qui aura lieu à Dakar, Sénégal en avril prochain.

65. En conclusion, la Conférence a suggéré que la CNUCED, le PNUD, la CEA et l'OUA continuent à assister les pays africains pour la promotion et le renforcement de leurs relations commerciales avec les pays socialistes d'Europe de l'Est ainsi que dans le cadre des négociations commerciales multilatérales et du système global de préférences commerciales.

Incidence des activités des sociétés transnationales sur le commerce intérieur et intra-africain (point 4 vii) de l'ordre du jour)

66. Les participants à la Conférence ont examiné le point 4 vii) de l'ordre du jour qui portait sur le chapitre IV du document E/ECA/TRADE/53 intitulé "l'incidence des activités des sociétés transnationales sur le commerce intérieur et intra-africain". Les sociétés transnationales continuent d'avoir une large emprise sur le commerce intérieur et intra-africain, mais cette emprise est plutôt négative. En outre, les sociétés transnationales exercent une influence considérable sur des secteurs ayant un lien avec le commerce en Afrique, particulièrement sur les moyens de production, le transfert de technologie, la commercialisation et la distribution, l'équilibre de la balance commerciale et de la balance des paiements des pays africains.

67. Les participants ont recommandé un certain nombre de mesures concrètes que les pays africains pourraient appliquer: tenter de tirer le maximum de profit des activités des sociétés transnationales; essayer d'atténuer l'incidence négative des activités des sociétés transnationales sur les économies africaines; engager un nouveau dialogue avec les sociétés transnationales aux niveaux national, sous-régional et régional en vue d'identifier les domaines dans lesquels les sociétés transnationales pourraient intégrer leurs activités dans le processus de développement des pays africains.

68. Les participants ont noté qu'il incombait à chaque gouvernement africain d'engager les actions nécessaires. Il leur revenait aussi de déterminer et de faire connaître les domaines et secteurs prioritaires dans lesquels les sociétés transnationales pourraient exercer leurs activités ou investir. Un certain nombre de délégations ont également souligné qu'il était utopique de penser que les sociétés transnationales étaient guidées dans leurs actions par des considérations philanthropiques. Les participants ont reconnu qu'il serait également peu réaliste d'espérer que les sociétés transnationales collaborent pleinement avec les pays hôtes si elles étaient obligées d'investir dans des domaines ou secteurs dans lesquels elles avaient peu ou pas d'intérêt, dans la mesure où les investissements des sociétés transnationales étaient souvent déterminés par la possibilité de rapatrier des revenus ou bénéfices vers leur maison mère.

69. Les participants ont insisté sur le fait que malgré ce qui précède, les pays africains devaient trouver une solution aux problèmes résultant des activités des sociétés transnationales. Ils ont convenu qu'il revenait à chaque pays de prendre les mesures appropriées compte tenu de la spécificité de chaque cas. A cet égard, un certain nombre de délégations ont suggéré que les pays touchés devraient prévoir et réaliser des projets intégrés afin d'atténuer les effets négatifs des activités des sociétés transnationales; mettre en place des mécanismes efficaces de soumission, afin de permettre une concurrence entre les soumissionnaires africains; réaliser des études de faisabilité sur la création de coentreprises africaines de commerce et de transport ayant pour objet de prendre la place actuellement occupée par les sociétés transnationales dans ces domaines.

70. Les participants ont constaté que l'Ensemble de principes et règles équitables convenus au niveau multilatéral pour le contrôle des pratiques commerciales restrictives, adoptés par l'Assemblée générale en 1980 n'avaient pas force obligatoire. Pour cette raison, les pays en développement avaient proposé, lors de la réunion du Groupe intergouvernemental d'experts sur les pratiques commerciales restrictives, tenue en février 1987, de créer un comité spécial pour suivre l'application par les sociétés transnationales des obligations contenues dans le Code. Cette proposition avait été rejetée par un groupe de pays industrialisés. Ce groupe avait également insisté sur la nécessité de soumettre à son approbation préalable le plan général des études effectuées par le secrétariat de la CNUCED. Cette demande avait été jugée inacceptable car elle était contraire aux pratiques normales. Toutefois, le secrétariat de la CNUCED continuerait de chercher le moyen de progresser dans ce domaine.

71. Les participants ont rappelé certaines des règles de contrôle du Code de conduite des sociétés transnationales actuellement négocié dans le cadre de l'ONU et ont noté que certaines sociétés transnationales essayaient de retarder l'adoption du Code de conduite. Les ministres ont rappelé l'extrême importance que revêtait le Code pour les pays en développement en général et pour les pays africains en particulier. La huitième session de la Conférence des ministres africains du commerce avait déjà recommandé que les pays africains participent activement à l'élaboration du Code et en assurent l'application.

72. Les participants ont mis l'accent sur la nécessité pour les sociétés transnationales de respecter les législations des pays africains hôtes. En fait, un grand nombre de ces lois pourraient être intégrées dans le Code de conduite actuellement en cours de rédaction. La grande question était de savoir si l'application du Code serait obligatoire ou volontaire. Des études de cas sur d'autres formules possibles de coopération avec les sociétés transnationales seraient présentées à la prochaine session. En ce qui concerne le rôle des sociétés transnationales en Afrique du Sud et en Namibie, les participants ont noté que cette question avait été traitée dans plusieurs publications et débattue dans plusieurs réunions tenues sous les auspices des Nations Unies et au Siège des Nations Unies à New York par le Centre sur les sociétés transnationales. Ces publications devraient être mises à la disposition des délégations sur leur demande.

73. Les participants ont recommandé d'adopter les mesures suivantes en vue de renforcer la contribution des sociétés transnationales au commerce intérieur et intra-africain:

a) Il conviendrait de demander aux sociétés transnationales de renoncer à adopter des pratiques commerciales restrictives contre les entreprises autochtones, pratiques qui comprennent notamment le refus d'accorder des crédits à l'exportation et des assurances sur les crédits à l'exportation aux négociants africains et non africains qui se battent pour assurer une réelle promotion du commerce intérieur et intra-africain;

b) Il faudrait demander aux sociétés transnationales de consacrer une partie de leurs ressources financières au développement des zones rurales et particulièrement à la transformation des produits agricoles y compris des denrées alimentaires, au développement des ressources en eau, aux transports et aux communications, aux infrastructures sanitaires et sociales. Les populations rurales formant l'ossature des économies africaines, une croissance et un développement équilibrés des zones urbaines et des zones rurales amélioreraient le pouvoir d'achat des populations rurales. Leur demande de produits manufacturés augmenterait donc, au profit des sociétés transnationales. En outre, la structure actuelle de l'économie indique l'existence de centres d'activités sous la forme de petits centres urbains dans les zones rurales qui favorisent le commerce intérieur et intra-africain en particulier dans les zones frontalières. Ces centres d'activités favorisent la croissance globale de l'économie et accroissent ainsi la demande de produits plus complexes généralement fabriqués par les sociétés transnationales;

c) Les sociétés transnationales devraient soutenir les efforts des pays hôtes dans lesquels elles exercent leurs activités en vue d'atteindre l'autosuffisance alimentaire, en particulier au niveau sous-régional. A cet effet, elles devraient apporter leur soutien au développement des compétences techniques et de gestion et à la formation de personnel qualifié, afin d'améliorer les activités de production, de stockage, de distribution et de commercialisation et de réduire ainsi le coût de ces activités dans l'objectif d'exploiter pleinement le marché africain. Les coentreprises et autres accords multilatéraux de participation à la production dans le cadre du commerce intra-africain devraient permettre de supprimer la capacité excédentaire de nombreuses entreprises africaines tout en améliorant la qualité et le coût unitaire des produits. Il convient de souligner ici que les structures commerciales des sociétés transnationales mises en place dans les groupements économiques africains existants aboutiront à limiter la croissance, à moins que la production industrielle et les systèmes de distribution ne soient en relation directe avec le commerce intérieur et intra-africain;

d) Les sociétés transnationales devraient être persuadées, dans la mesure du possible, de partager les données statistiques et informations commerciales récentes dont elles disposent ainsi que les techniques perfectionnées de promotion commerciale et d'analyse du marché qu'elles emploient avec leurs partenaires commerciaux dans les pays hôtes (à la fois avec les entreprises publiques à vocation commerciale et avec les entreprises privées autochtones). A cet effet,

elles devraient aider les pays africains à mettre en place des systèmes informatisés permettant des flux transfrontières de données afin de suivre et d'enregistrer les opérations commerciales intra-africaines.

Examen des propositions de l'Afrique à la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (point 5 de l'ordre du jour)

74. Etant donné que toutes les délégations avaient participé à la préparation des propositions de l'Afrique à la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, lors de la réunion ministérielle préparatoire qui venait de se terminer, les participants ont décidé qu'il n'était pas nécessaire de reprendre la discussion sur ce point de l'ordre du jour.

Questions diverses (point 6 de l'ordre du jour)

75. Il n'y a eu aucun débat sur ce point de l'ordre du jour.

Date et lieu de la dixième session (point 7 de l'ordre du jour)

76. Les participants à la Conférence ont rappelé que la Conférence se réunissant tous les deux ans, la prochaine session se tiendrait en 1989. Compte tenu de la nécessité de présenter le rapport à la Conférence des ministres de la CEA qui se réunit toujours au mois d'avril, il a été décidé de tenir la dixième session au mois de mars 1989, à une date à convenir entre le secrétariat mixte et le Président.

Adoption du rapport et clôture de la réunion (point 8 de l'ordre du jour)

77. A la fin des débats, les participants à la réunion ont adopté le présent rapport.

78. Dans son allocution de clôture, le président a rappelé le travail remarquable accompli par la conférence. Il a souligné certains des progrès réalisés par un certain nombre de pays africains en dépit des nombreux obstacles qu'ils ont eu à surmonter. Il a en outre indiqué qu'il était réconfortant de constater que des progrès avaient été réalisés dans la voie du renforcement des institutions nationales de promotion du commerce intérieur ainsi qu'il avait été préconisé dans le plan d'action de Lagos. Il a également rappelé à la conférence que les changements souhaités ne pourraient être effectués qu'en éliminant les obstacles qui entravent le désir ardent des pays africains de promouvoir le commerce intra-africain.

79. Pour conclure, il a souligné la nécessité pour les pays africains de s'armer d'une volonté politique au niveau national, d'appliquer les décisions prises par les autorités compétentes, d'adopter un ensemble de politiques appropriées et de mesures d'accompagnement, de mettre en place des politiques monétaires et financières harmonieuses et bien conçues en vue d'une symétrie et une souplesse dans les mesures de politique générale. Ces mesures permettraient d'opérer des changements utiles, efficaces, dynamiques et durables grâce au soutien

de l'OUA et de la CEA en tant qu'organismes chargés de promouvoir le progrès des connaissances et l'évolution des idées en vue de l'expansion du commerce africain.

1. RESOLUTION SUR LA QUATRIEME FOIRE COMMERCIALE PANAFRICAINNE ET LES PREPARATIFS DE LA CINQUIEME

La Conférence des ministres africains du commerce

Considérant les résolutions adoptées depuis 1967 par le Conseil des ministres de l'OUA, en particulier la résolution CM/Res. 277(XIX) institutionnalisant les foires commerciales panafricaines et la décision de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA d'avril 1980, contenue dans le Plan d'action de Lagos et relative entre autres choses au lancement d'une campagne permanente intitulée "Achetez africain" dans le cadre des foires commerciales panafricaines,

Rappelant la décision prise par la troisième réunion du Comité ministériel plénier de suivi sur le commerce et les finances, tenue du 9 au 14 mai 1984 à Addis Abeba (Ethiopie) d'accepter l'offre de la République du Togo d'accueillir la quatrième Foire commerciale panafricaine,

Prenant note avec satisfaction de la première partie du rapport du secrétariat de l'OUA sur la quatrième Foire commerciale panafricaine qui s'est tenue du 18 novembre au 8 décembre 1985,

Reconnaissant le soin particulier et la contribution apportés par le Président de la République Togolaise, Son Excellence le général Gnassingbe Eyadema en vue du succès de la quatrième Foire commerciale panafricaine,

Reconnaissant en outre le rôle fonctionnel que pourrait jouer la Foire commerciale panafricaine dans le développement du commerce intra-africain, à en juger par les résultats de la Foire de Lomé, du point de vue du niveau de participation, de la structure, de la variété des produits exposés ainsi que par la capacité et le potentiel de production,

Rappelant en outre la décision adoptée en octobre 1985 à Brazzaville (Congo) lors de la huitième session de sa réunion d'accepter l'offre du Zaïre d'accueillir la cinquième Foire commerciale panafricaine;

PREMIERE PARTIE: QUATRIEME FOIRE COMMERCIALE PANAFRICAINNE

1. Invite le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine à transmettre en son nom un message spécial de félicitations et de remerciements au Président de la République Togolaise, Son Excellence le général Gnassingbe Eyadema, au Gouvernement et au peuple togolais pour les efforts exceptionnels qu'ils ont déployés pour assurer le succès de la quatrième Foire commerciale panafricaine;

2. Charge le Secrétaire général de l'OUA, en collaboration avec les responsables de la CEA, du Centre du commerce international et de toutes les organisations intergouvernementales africaines compétentes, en particulier la CEDEAO, la ZEP, la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe, la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale et la Commission de l'océan Indien de procéder à une évaluation complète de l'impact de toutes les foires commerciales panafricaines précédentes et d'en faire rapport à la prochaine réunion de la conférence des ministres africains du commerce.

DEUXIEME PARTIE: CINQUIEME FOIRE COMMERCIALE PANAFRICAINE

1. Prend note des préparatifs menés jusqu'ici par tous les pays intéressés;

2. Note et approuve les dates du 16 au 31 juillet 1988 comme dates de déroulement de la cinquième Foire commerciale panafricaine;

3. Prie instamment tous les Etats membres d'éviter d'organiser de foires commerciales nationales à la même date;

4. Prie instamment les donateurs de fournir une assistance financière aux organismes de collaboration comme le Centre du commerce international, le Fonds régional ACP-CEE de la Convention de Lomé, le PNUD, la CNUCED et, afin de leur permettre d'apporter l'aide financière et technique nécessaire à l'organisation et au succès de la cinquième Foire commerciale panafricaine;

5. Approuve le choix de "Promotion du commerce intra-africain, facteur d'intégration des économies africaines" comme thème de la prochaine Foire;

6. Prend note avec une vive gratitude de la subvention de 500 000 dollars allouée par le Conseil des ministres de l'OUA; à l'organisation de la Foire commerciale panafricaine;

7. Charge le secrétariat de l'OUA, en collaboration avec le Centre du commerce international et d'autres organismes compétents, de procéder à une étude de marché avant la tenue de la cinquième Foire et à une évaluation technique de l'impact de celle-ci;

8. Approuve la composition ci-après du Comité d'organisation de la cinquième Foire commerciale panafricaine: Togo, Côte d'Ivoire, Ghana, Algérie, Egypte, Tunisie, Ethiopie, Kenya, République-Unies de Tanzanie, Zaïre (Président), Cameroun, Congo, Angola, Botswana, et Zimbabwe;

9. Approuve en outre le mandat du Comité d'organisation de la cinquième Foire commerciale panafricaine tel qu'il est contenu dans le rapport de la neuvième réunion de la Conférence des ministres.

2. RESOLUTION SUR LE COMMERCE DES PAYS AFRICAINS AVEC LES PAYS SOCIALISTES D'EUROPE ORIENTALE

La Conférence des ministres africains du commerce

Considérant la nécessité de promouvoir et de diversifier le commerce extérieur des pays africains avec des partenaires non traditionnels, en particulier les pays socialistes d'Europe orientale, et qu'à cet effet, des efforts intensifs et continus sont requis, y compris par le canal des organisations multilatérales;

Se félicitant de ce que la CEA et la CNUCED avaient déjà entrepris des activités dans ce domaine, conformément aux diverses décisions prises par le Conseil du commerce et du développement et la huitième session de la Conférence des ministres africains du commerce;

Considérant les besoins des pays africains en la matière;

1. Demande à l'OUA, à la CEA, à la CNUCED et invite les pays socialistes d'Europe orientale d'intensifier leurs activités d'assistance technique dans ce domaine et, par conséquent, prie le PNUD et les pays socialistes d'Europe orientale d'allouer les ressources nécessaires à ces organisations afin qu'elles puissent appliquer pleinement leur programme de formation, de diffusion d'information et des services consultatifs aux niveaux régional, interrégional et national;

2. Prie en outre le Secrétaire général de l'OUA en collaboration avec les responsables de la CEA et de la CNUCED de faire rapport à ce sujet à la dixième session de la Conférence des ministres africains du commerce.

3. RESOLUTION SUR L'AOAPC

La Conférence des ministres africains du commerce

Avant examiné le rapport sur la situation financière et administrative critique de l'Association des Organisations de promotion commerciale en Afrique. (AOAPC);

Rappelant que le Plan d'action de Lagos a investi l'AOAPC d'un rôle important dans le développement du commerce intra-africain;

Conscient que l'AOAPC ne peut assumer ses responsabilités que si elle dispose des ressources nécessaires;

Notant toutefois que l'Association n'a pas eu les ressources nécessaires pour assumer ses responsabilités et s'acquitter de ses fonctions, que la plupart des membres de l'Association ont des arriérés de contributions au budget de l'Association, et que cette situation menace l'existence même de l'Association,

1. PRIE INSTAMMENT les Etats membres de l'Association des Organisations de promotion commerciale en Afrique (AOAPC) à verser leurs contributions et leurs arriérés de contributions à l'Association;

2. PRIE INSTAMMENT tous les Etats membres de l'OUA et de la CEA qui ne sont pas encore membres de l'AOAPC d'adhérer à l'Association le plus tôt possible;

3. LANCE UN APPEL au Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et au Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) pour qu'ils apportent tout le soutien financier et technique nécessaire à l'AOAPC et qu'ils entreprennent les études demandées par la huitième session de la Conférence des ministres africains du commerce.

4. LANCE EGALEMENT UN APPEL au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Fonds Européen de Développement (FED) pour qu'ils apportent toutes l'assistance nécessaire à l'AOAPC.